Extrait du UJFP

http://www.ujfp.org/spip.php?article1426

GAZA LE BLOCUS A L'ISRAELIENNE

- BDS - Les actions BDS -

Date de mise en ligne : mardi 25 mai 2010

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Nicole Kiil-Nielsen
Députée européenne
En décembre dernier, une mission des parlementaires européens membres de la Délégation entre l'Union européenne et le Conseil législatif palestinien, dont je faisais partie, devait se rendre à Gaza. Au dernier moment on nous a interdit de nous y rendre. Nous avions pris cela comme un affront. Le président du Parlement, Jerzy Buzek, avait même envoyé un courrier de protestation au Premier Ministre israélien.

Malheureusement l'histoire se répète, et à plus grande échelle. Une
importante délégation parlementaire européenne, comprenant les commissions des Affaires étrangères, du Développement et du Budget, doit se rendre en Israël et dans les territoires palestiniens occupés du 24 au 27 mai. Nous devions nous rendre à Gaza, or l'Ambassadeur d'Israël vient de nous faire savoir que cette visite n'aurait pas lieu. Le gouvernement israélien refuse désormais que des délégations politiques transitent par Israël pour entrer à Gaza.

C'est une décision scandaleuse et inacceptable pour trois raisons. Tout
d'abord, l'Union européenne finance très largement Gaza. 180 millions
d'euros déjà pour les quatre premiers mois de 2010. La transparence de l'utilisation de ces fonds est une exigence normale. Il nous faut donc nous rendre sur place pour enquêter et en rendre compte auprès des citoyens européens. Nous devons en outre y rencontrer l'UNRWA (Office des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient) qui a fait un appel de détresse au Parlement européen récemment pour informer d'un manque énorme de fonds pour 2010. La très grande majorité (1,1 millions sur les 1,5 millions) des habitants de la bande de Gaza sont en effet des réfugiés.

Ensuite, suite à l'agression militaire de janvier 2009, nous sommes
également interpellés sur la question humanitaire. Il est tout à fait normal que l'on aille se rendre compte de la situation de vie des Gazaouis, a fortiori dans le contexte du rapport Goldstone, dont nous exigeons l'application des recommandations.

Enfin, non seulement on nous interdit de nous rendre à Gaza, mais
l'Ambassadeur d'Israël s'est aussi permis de remettre en cause le programme de la délégation en Cisjordanie et en Israël. Il a ainsi questionné nos rencontres prévues avec des ONG israéliennes de défense des droits humains, et tout particulièrement la rencontre à Jérusalem-Est avec Saeb Erakat, négociateur palestinien des accords de paix. Cette dernière rencontre nous serait même interdite semble-t-il parce qu'Israël refuse d'autoriser les rencontres de haut niveau entre la Communauté internationale et les autorités palestiniennes à Jérusalem-Est ! Or Jérusalem-Est ne fait pas partie d'Israël selon le droit international.

Les députés de la délégation sont profondément choqués par ces méthodes et cette intrusion dans notre programme. Nous sommes parlementaires et avons le droit de choisir nos interlocuteurs. Par conséquent nous avons pris des contacts avec les autorités égyptiennes. Grâce à leur accord, nous allons faire un circuit palestinien via l'Egypte. Les députés sont déterminés à aller à Gaza et à ne pas se laisser imposer leur agenda par Israël. Il en va de l'honneur de l'Europe.

Nicole Kiil-Nielsen

Députée européenne

Copyright © UJFP